

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1336 - 15 septembre 1988 - 4,5 F

D 1336 NICARAGUA: L'EXPULSION DE L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN

La spectaculaire mesure d'expulsion, le 11 juillet 1988, de l'ambassadeur nord-américain est intervenue en plein blocage des négociations entre le gouvernement nicaraguayen et l'opposition armée de la Résistance nationale (cf. DIAL D 1296 et 1308). Cette dernière est en effet traversée de graves conflits entre branche civile et branche militaire (cf. DIAL D 1317 et 1325).

La "contra" ayant échoué militairement malgré le soutien nord-américain, les Etats-Unis ont été contraints de changer de tactique. 1) En Amérique centrale, ils relancent l'offensive diplomatique d'isolement du Nicaragua; c'est le rôle du secrétaire d'Etat George Schultz qui, du 29 juin au 1er juillet 1988, parcourt l'Amérique centrale dans ce but. 2) Au Nicaragua, ils jouent la carte de l'opposition intérieure en la soutenant ouvertement dans son durcissement soudain; c'est le rôle de l'ambassadeur Richard Melton, arrivé à Managua à la mi-avril 1988.

En effet, le 3 juillet dernier, l'ambassadeur nord-américain participe à Estelí à une réunion de six cents personnes liées à la Coordination démocratique nicaraguayenne (CDN) et au Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), qui demandent un "gouvernement de salut national". La proposition est largement répercutée par le journal *La Prensa* et *Radio-Católica*. Voyant là un projet "insurrectionnel", le gouvernement de Managua profite de troubles à l'occasion d'une manifestation du CDN à Nandaime, le 10 juillet, pour expulser l'ambassadeur et interdire à nouveau temporairement *La Prensa* et *Radio-Católica*.

Ci-dessous, analyse de l'événement parue dans *Pensamiento Proprio* de juillet/août 1988.

Note DIAL

OFFENSIVE DIPLOMATIQUE: DÉMANTELER ESQUIPULAS, DÉSTABILISER LE NICARAGUA

En apprenant la nouvelle d'avoir à quitter le pays, l'ambassadeur Richard Melton a déclaré que la mesure était très forte. En dépit de moments tendus jusqu'alors dans les relations avec les Etats-Unis, c'est la première fois dans l'histoire du Nicaragua qu'un ambassadeur nord-américain est expulsé. Les trois ambassadeurs précédents avaient obtenu des relations diplomatiques normales, y compris quand le gouvernement Reagan finançait l'agression militaire.

Il est normal de se demander si ce fait, conjointement avec les sanctions imposées à Radio Católica et à La Prensa (1), répond à un changement stratégique dans la politique sandiniste. Mais il importe aussi de se demander si cette décision tend à défendre les perspectives ouvertes par Esquipulas et Sapoá. L'expulsion est un avertissement à destination de l'opinion nationale et internationale sur le fait que la paix en Amérique centrale est en danger suite aux tentatives de déstabilisation du Nicaragua.

(1) La Prensa avait été suspendue pour quinze jours. Radio-Católica était à nouveau autorisée à émettre le 18 août (NdT).

Il faut rappeler le scepticisme du gouvernement Reagan sur les accords d'Esquipulas, voire sa ferme opposition à ces accords. Plus encore, les conversations de Sapoá et les mesures de libéralisation prises au Nicaragua n'ont pas reçu la moindre reconnaissance de sa part. Au contraire elles ont fait l'objet d'une disqualification. Mais le processus de paix était irréversible et les pas déjà franchis renforçaient la voie du règlement politique qui engage les deux parties, gouvernement et opposition, sans possibilité de faire marche arrière.

Le gouvernement Reagan constatait que ses moyens de pression sur le gouvernement sandiniste étaient inefficaces. L'échec de l'option militaire le contraignait, en renâclant, à accepter les accords de Sapoá. En même temps il se trouvait dans l'incapacité d'une quelconque négociation, qui supposerait la reconnaissance de la légitimité du gouvernement nicaraguayen. Cela ne lui suffisait pas qu'en mai dernier le gouvernement nicaraguayen ait accepté les perspectives et mécanismes démocratiques demandés par l'opposition. La simple continuation du gouvernement sandiniste était pour lui inacceptable, en dépit de toutes ses concessions.

L'issue pour Washington n'était pas facile. Revenir à l'action militaire, avec rupture de la trêve, serait reçu comme une attitude négative par l'opinion publique aussi bien nord-américaine qu'internationale. Mais surtout il y avait le risque d'une sérieuse défaite des troupes contre-révolutionnaires face à l'armée sandiniste. Pour leur part, malgré les difficultés économiques que connaissent la majorité des familles nicaraguayennes, les partis politiques d'opposition ne rencontraient guère de soutien effectif dans la population. Les manifestations de rue n'ont pas réussi à leur valoir une audience accrue dans les milieux populaires.

Bref, la politique nord-américaine à destination du Nicaragua voyait se fermer la voie militaire, celle de la négociation et celle de l'opposition interne.

Diplomatie et subversion

La nomination de l'ambassadeur Melton était l'annonce d'une nouvelle voie pour faire tomber le gouvernement nicaraguayen. L'acceptation de sa désignation a sans doute été une erreur de la part des sandinistes, parfaitement au courant des liens étroits entre M. Melton et Elliot Abrams ainsi que de ses antécédents et de ses convictions antisandinistes.

A quelques mois de la passation du pouvoir et avec le sentiment d'un échec en matière de politique centro-américaine, le Département d'Etat se voit dans l'obligation d'adopter une ligne dure à effet de court terme pour corriger son image et pouvoir ainsi mieux affronter la campagne électorale. L'arrivée de Melton est un élément de cette opération.

L'ambassadeur a commencé une campagne de soutien aux forces d'opposition et de défense des positions du colonel Bermúdez pour empêcher tout aboutissement dans les négociations entre la Résistance nationale et le gouvernement nicaraguayen.

Le 3 juillet, dans une réunion à Estelí à laquelle assistait l'ambassadeur, des dirigeants de l'opposition ont lancé un appel à la formation d'un "gouvernement de salut national". Le président du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), organisme représentatif du secteur privé, annonçait une vague de grèves qui paralyseraient le pays et prêchait la nécessité d'un changement de gouvernement. Il ne s'agissait plus de positions critiques, mais d'un programme d'action directe contre le gouvernement, au mépris de toute légalité ou légitimité.

L'ambassadeur Melton a justifié sa présence à cette réunion en déclarant qu'il s'agissait là d'"un nouvel effort de la politique de (son) gouvernement pour trouver une solution au problème". Par sa présence et avec sa déclaration, l'ambassadeur donnait explicitement son aval à une action intérieure visant au renversement du

gouvernement auprès duquel il était accrédité, ce qui constituait une violation de la Convention de Vienne. En même temps, à Washington, la procédure reprenait auprès du Congrès pour l'obtention d'une nouvelle aide militaire à la *contra*. L'agression en préparation était aussi bien intérieure qu'extérieure.

Une nouvelle arme: la provocation

Ce plan résulte de l'échec des stratégies antérieures. Il recherche la confrontation directe, par voie de faits, suite à l'incapacité de l'opposition de faire front politiquement et idéologiquement au sandinisme. C'est l'abandon de la négociation et de la lutte politique, et l'ouverture d'un nouveau champ de bataille sur la base de la provocation. L'opposition intérieure s'est résolue à franchir le pas grâce au soutien du gouvernement nord-américain, exprimé cette fois-ci par le secrétaire d'Etat George Schultz et traduit en soutiens directs par l'ambassade nord-américaine à Managua.

Pour le gouvernement nicaraguayen, accepter cette dynamique de l'opposition c'était laisser entrer dans la passivité le "cheval de Troie". Une réaction s'imposait. Si celle qui a été retenue a été la meilleure ou si d'autres plus appropriées étaient possibles, c'est là matière à débat.

Les mesures du gouvernement nicaraguayen doivent être comprises dans ce contexte. Elles traduisent la nécessité pour lui de réaffirmer son autorité et d'imposer des limites à un type d'activité qu'on ne peut plus appeler politique, mais bien subversive. Les mesures prises ont été fortes, mais elles étaient à la mesure de la provocation.

Le Nicaragua n'est pas disposé à laisser jeter à terre les accords de Sapoá, d'Esquipulas et de Contadora qui ont coûté tant d'efforts et constitué un chemin vers un règlement garanti.

Pour comprendre la réaction du gouvernement nicaraguayen, il importe de rappeler certains faits. Premièrement: il n'y a eu aucune réciprocité de la part des Etats-Unis aux concessions faites par le gouvernement sandiniste à partir des accords d'Esquipulas. Deuxièmement: il n'y a eu aucun geste de bonne volonté de la part des Etats-Unis en réponse aux diverses propositions du Nicaragua dans le sens d'une issue politique par la négociation. Troisièmement: la crise économique provoquée par la guerre, laquelle dure depuis sept ans, a été utilisée comme fer de lance par l'ambassade nord-américaine pour déstabiliser le gouvernement nicaraguayen. Quatrièmement: alors qu'internationalement la Communauté européenne, les pays nordiques, l'assemblée des Nations-Unies, les pays du Groupe de Contadora et ceux du Groupe d'appui exprimaient leur préoccupation de l'avenir de l'Amérique centrale en élaborant des projets multilatéraux d'aide au développement et de coopération économique, les Etats-Unis n'ont pas manifesté le moindre intérêt à se joindre aux initiatives de leurs alliés.

Geler Esquipulas

Dans ce cadre, la tournée du secrétaire d'Etat George Schultz n'a fait que confirmer la ligne dure du gouvernement Reagan. Le Département d'Etat lançait une nouvelle offensive pour laquelle il avait besoin du consensus antisandiniste de ses alliés centro-américains. Tous les pays de la région ont fait l'objet de ses consultations, sauf le Nicaragua. Pour les Etats-Unis, le Nicaragua était proprement représenté quand Schultz a reçu quatre dirigeants de l'opposition intérieure.

Le but est de reconstituer l'ancien Bloc de Tegucigalpa (Honduras, El Salvador et Costa Rica) en y intégrant le Guatemala, en vue de transformer les accords d'Esquipulas en alliance de quatre pays de la région contre le gouvernement du Nicaragua. Le premier anniversaire de la signature de ces accords est devenu une référence des Etats-Unis pour gagner la bataille du gel d'Esquipulas et de son détournement.

Esquipulas a créé un choc dans les tentatives d'isolement du Nicaragua par rapport à ses voisins centro-américains. Dans les mois qui ont suivi, le gouvernement Reagan n'a pas réussi à empêcher la naissance d'un difficile mais réel processus d'autodétermination régionale. L'offensive actuelle, dans une conjoncture défavorable pour l'unité des pays centro-américains, met à profit les tensions internes à chaque pays et les faiblesses de certains gouvernements.

L'attaque contre le Nicaragua constitue un des éléments du plan. Pour Schultz, le Nicaragua est l'unique dictature de la région et le principal obstacle aux efforts des forces démocratiques. Peu importe l'objectivité de ces accusations et le peu ou l'absence de fondement à de telles accusations; ce qui compte, c'est qu'elles jouent comme justification du plan d'isolement et de l'action provocatrice de l'opposition interne. C'est une guerre diplomatique qui entend regagner le terrain perdu à Esquipulas et durcir le conflit centro-américain pour remettre au gouvernement suivant une situation tellement difficile qu'un règlement négocié soit pratiquement rendu impossible et qu'il n'y ait d'autre remède que de poursuivre une politique de force. L'expulsion de l'ambassadeur Melton, aussi criticable soit-elle, n'est paradoxalement pas autre chose qu'un appel à la prudence nécessaire et au bon sens pour trouver une solution négociée.

Une vision à court terme

L'opposition au Nicaragua fait montre d'une préoccupante incapacité à élargir la démocratie existant au Nicaragua. Au lieu de s'appliquer systématiquement à un effort d'édification de ses bases sociales et de renforcement de son organisation politique, en mettant à profit le nouvel espace politique ouvert par Esquipulas, elle semble davantage intéressée à obtenir des résultats à court terme. Cependant, le mauvais résultat des récents événements peut amener l'opposition à revoir sa stratégie.

Au cours des derniers mois, les limitations de l'opposition sont devenues manifestes. Les événements de Nandaimé font partie d'un climat soigneusement élaboré pour mettre en marche un plan de déstabilisation politique. Les dirigeants de l'opposition ont posé trois bases d'action: l'appel à la constitution d'un "gouvernement de salut national"; la désobéissance civile; et le soutien ouvert au Conseil permanent des travailleurs qui regroupe les centrales syndicales non sandinistes.

Au sein de l'opposition la thèse a pris corps selon laquelle les concessions du gouvernement à la Résistance nationale, l'ouverture politique à l'intérieur et les mesures économiques récemment adoptées - tournées vers une économie de marché - étaient la preuve de la faiblesse du sandinisme et de sa dégradation. Ils ont donc cru que les conditions étaient mûres pour faire tomber le gouvernement.

A cela est venue s'ajouter la collaboration de plus en plus étroite et publique de l'ambassade nord-américaine aux plans de l'opposition, grâce aux facilités offertes par la démocratisation. Ce soutien de la plus haute importance a accru la confiance de l'opposition dans les chances de succès de sa stratégie. L'ambassade et l'opposition se sont une nouvelle fois trompés.

Réflexions pour l'opposition

Dans un essai récent publié par l'Institut centro-américain de l'administration d'entreprises (INCAE), Julio Sergio Ramírez présente des réflexions dont l'opposition devrait tenir compte: la Résistance nationale n'a ni capacité politique ni capacité militaire de vaincre les sandinistes, et il est prévisible qu'elle ne les aura pas plus dans l'avenir; aujourd'hui, au Nicaragua, il n'existe pas de mouvement ou de force politique interne capable de disputer le pouvoir aux sandinistes; en conséquence ceux-ci resteront probablement au pouvoir jusqu'en l'an 2000.

Pour Ramírez, parvenir à constituer une organisation politique capable de capitaliser le mécontentement actuel et de l'utiliser contre le gouvernement exigerait un rude travail de l'opposition; et son succès ne serait même pas garanti.

Les prochaines élections présidentielles sont prévues en 1990, et les premières élections municipales depuis la révolution auront lieu l'année prochaine. Dans son analyse, Ramírez suggère que la stratégie de l'opposition, dans un tel cadre, soit celle de la recherche - à partir d'un accord de coexistence pacifique - d'une accumulation des forces au lieu d'un approfondissement des différences et d'un durcissement des divergences.

Les mesures récentes du gouvernement contiennent un message clair à destination de l'opposition intérieure:

- 1) la situation reste sous contrôle;
- 2) les concessions faites depuis Esquipulas ne sont pas un signe de faiblesse;
- 3) le sandinisme n'est aucunement disposé à céder aux pressions, comme l'affirme Reagan, mais à ouvrir des négociations à caractère de réciprocité.

La conjoncture est critique. Dans son discours du 19 juillet pour commémorer le neuvième anniversaire de la victoire de la révolution, le président Ortega laissait entendre que le gouvernement reste prêt à négocier, à condition que ce soit dans le cadre des accords d'Esquipulas et de Sapoá. Mais si l'opposition ne modifie pas sa conduite actuelle de déstabilisation et s'obstine dans une ligne dure, dans l'aveuglement et la soumission à Washington, il est plus que probable qu'elle n'obtiendra aucun résultat positif, qu'elle hypothéquera son avenir politique de participation accrue au nouveau cadre institutionnel du pays, et qu'elle perdra donc l'occasion historique d'une solution.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)